Ministère de l'Agriculture

COMMISSION

Décret n° 78-813 du 1er septembre 1978, modifiant le décret n° 77-628 du 1er août 1977, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres comprises dans les périmètres publics irrigués.

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 18 février 1971;

Vu la loi n° 77-17 du 16 mars 1977, portant création d'une Agence de la Réforme Agraire des Périmètres Publics Irrigués et notamment son article 13;

Vu le décret n° 77-628 du 1er août 1977, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres comprises dans les périmètres publics irrigués;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — L'article 1er du décret sus-visé n° 77-628 du 1er août 1977, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article Premier (nouveau). — La Commission prévue par l'article 13 de la loi sus-visée n° 77-17 du 16 mars 1977, est chargée de l'examen des réclamations et observations soulevées par le plan de réaménagement des terres comprises dans les périmètres publics irrigués se compose comme suit :

- Le Gouverneur de la région intéressée ou son représentant, Président
- Le Commissaire Régional au Développement Agricole, Membre
- Le Directeur de l'Office de Mise en Valeur du Périmètre Public Irrigué, considéré, Membre
- Le Chef de l'Arrondissement Régional des Affaires Foncières, Membre
- Un représentant de l'Agence de la Réforme Agraire des Périmètres Publics Irrigués, Membre
- Le Secrétaire Général du Comité de Coordination du Parti Socialiste Destourien intéressé ou son représentant, Membre
- Un représentant de la Cellule Destourienne intéressé, Membre
- Le représentant Régional de l'Union Nationale des Agriculteurs, Membre
- Deux représentants des agriculteurs propriétaires des terres comprises dans le périmètre public irrigué considéré, désignés par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du Gouverneur, Membres

Le Président de la Commission peut inviter avec voix consultative toute personne dont l'avis lui paraît utile.

Art. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 1er septembre 1978

P le Président de la République Tunisienne
et par délégation

Le Premier Ministre
Hédi NOUIRA

EAUX

Décret N° 78-814 du 1er septembre 1978, fixant les conditions de recherche et d'exploitation des eaux souterraines.

Nous **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, portant promulgation du Code des Eaux et notamment l'article 75 dudit code.

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — La Recherche des Eaux souterraines par puits ou forage à plus de 50 mètres de profondeur est soumise à une autorisation accordée par arrêté du Ministre de l'Agriculture après étude de la demande déposée par le pétitionnaire auprès de la Direction des Ressources en eau et en sol.

Cette autorisation ne donne aucun droit à l'utilisation des eaux en cas de réussite dans les recherches entreprises, laquelle devra faire l'objet d'une concession à demander en exécution des articles 53 à 60 du code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975.

Art. 2. — La demande de recherche d'eau souterraine à plus de 50 mètres de profondeur est établie sur imprimé spécial en cinq exemplaires et devra comporter d'une manière précise la désignation de l'emplacement de l'ouvrage projeté, la profondeur approximative à laquelle sera poussée la recherche envisagée, et dans la mesure du possible la nature des aquifères qui seront recoupés en cours de travaux.

Le pétitionnaire devra également préciser si l'eau est destinée à un usage agricole, domestique ou industriel avec indication de ses besoins journaliers en mètres cubes nécessaires à son exploitation.

La situation du puits ou forage devra également figurer sur un extrait de carte d'Etat Major collé à l'emplacement réservé à cet effet sur l'imprimé de la demande sus-indiquée.

Art. 3. — Le permissionnaire est tenu d'aviser l'administration de la date du commencement des travaux, et en cas de recherche positive, de la date à laquelle seront effectués les essais de débits du puits ou forage.

Les fouilles et les travaux de recherche ne devront apporter aucune gêne aux propriétaires des terrains limitrophes, ainsi qu'au Domaine Public. Si des